L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, NO. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI MATIN 5 AOUT.

Les nouvelles couches sociales en Espagne.

Le *Temps* continue à se pas imiter le silence de la *République française*, du *Siècle* et des autres organes républicains, en ce qui concerne les événements dont l'Espagne est le théâtre. Aujourd'hui nous trouvons dans le *Temps* un récit très détaillé des assassinats commis par les républicains des nouvelles couches sociales, à Alcoy et dans d'autres villes d'Espagne.

Ces événements ont été racontés à la tribune des Cortes par des républicains naïfs admirateurs aussi grands que celle des Jules Favre, des Jules Simon, des Pelard, le 16 mars. Il convient même de leur compte, dans le récit de ces événements, du caractère des personnages qui les racontent.

Les républicains dits honnêtes, après avoir passé leur vie à exciter la populace contre les gouvernements réguliers, ont la naïveté d'être tout surpris lorsque celle-ci veut leur demander d'appliquer leurs théories d'autrefois. Au lieu de leur bien-être, de cette prospérité, de cette abondance qu'ils faisaient entrevoir au peuple, les républicains ne lui apportent que la misère. Il ne faut pas qu'ils soient trop étonnés lorsque le lion déchaîné se jette sur eux et les dévore.

On verra du reste que les républicains espagnols ne vont pas plus loin que les ancêtres géants des républicains français.

Les massacres d'Alcoy ne sont pas plus odieux que les massacres de septembre 1793, les assassinats juridiques de la Convention et le meurtre des otages, il y a deux ans à peine. Nous comprenons du reste très bien le silence que gardent la *République française* et le *Siècle* sur les événements dont l'Espagne est le théâtre. Bientôt les assassins espagnols, comme ceux de la Commune, passeront dans les journaux à l'état de martyrs.

Chaque gouvernement produit du reste ses fruits naturels. La République, avec les républicains au pouvoir, n'a jamais été et ne sera jamais que le désordre et la ruine.

Il est facile, quand on s'est emparé des places, de prêcher la patience aux ouvriers qui meurent de faim, mais il est difficile de l'obtenir.

Si la France était livrée aux vrais républicains, nous verrions se produire des événements bien autrement terribles qu'en Espagne.

Dans un pays agricole, les événements politiques ont une influence sur la classe ouvrière beaucoup moins rapide que dans les pays manufacturiers. En France, livrée des radicaux, jetant sur le pavé les milliers d'ouvriers trompés dans leurs espérances, nous verrions les événements prendre une importance bien autrement considérable et des crises plus odieuses encore en être la conséquence. Les radicaux, dans les réunions publiques lors de l'élection Barodet, ne disaient-ils rien de pas, aux applaudissements des masses, leurs projets de vengeance.

D'après les récits du *Temps* d'une des dernières séances des Cortès, M. Aura Borronat, un républicain éprouvé (c'est-à-dire un ancien habitué du clubs), s'est écrié que la ville d'Alcoy était aux mains d'une véritable orgie de crimes. Il est bien entendu que l'honnête *Republicain* BORONAT, Boronat, qui a présidé pendant quarante années de sa vie, aux habitants d'Alcoy, la révolte contre tous les gouvernements, ne veut être pour rien dans ces orgies d'assassinats.

Les bonnes du 4 septembre, en France, se sont toujours lavé les mains des événements du 18 mars, et pourtant les enquêtes et les procès-verbaux des séances du gouvernement de la défense nationale établissent de la façon la plus formelle les conventions intervenues entre les Dekeuse, les Félix Pyat et autres et les Jules Simon, les Emmanuel Arago, etc.

Après le citoyen Boronat, un autre républicain, M. Maisonnave, se lève, les yeux pleins de larmes; il est très ému. C'est absolument comme M. Jules Favre; il pleurait tous les jours pendant la Commune qu'il avait faite en laissant les fusils aux gardes nationaux. L'ami de ses amis, dit M. Maisonnave, a été tué de la façon la plus cruelle. Il raconte que l'insurrection d'Alcoy a commencé par une grève, ce qui nous paraît très exact. Il ne doit pas y avoir de grève chez les ouvriers républicains qu'il n'existe nulle part du travail. Il y a là une sorte inhérente aux République et pas autre chose.

Les révolutionnaires d'Alcoy ont demandé la destitution du conseil municipal et la nomination de quelques individus choisis par eux.

" Le maire d'Alcoy, l'infortuné Allioro, s'écrie M. Maisonnave, d'après le *Temps*, qui fut notre collègue dans les Cortès de 1869, était un homme qui depuis 1854 travaillait pour la république et la liberté; un homme dont la droiture, l'énergie et la foi républicaine étaient bien connues, notre vauvre ami don Agustin Albore. On lui fixa un délai de trois heures, passé lequel on lui ordonnait de donner sa démission. L'alcaïde résista, comme c'était son devoir de le faire. Il s'enferma dans l'hôtel de ville avec quelques amis, quelques volontaires de la République et le peu de gendarmes qui il y avait dans la ville.

" Aussitôt, les émeutiers attaquèrent la maison de ville. Nous avons appris par des fugitifs l'assassinat d'Albore, l'assassinat du receveur des contributions municipaux, d'autres assassinats encore, et l'incendie des principales maisons et fabriques de la ville. Huit ou neuf mille fabricants sont maîtres d'Alcoy; et ils ont pris pour otages un certain nombre de personnes considérables.....

" L'indignation d'Albore et le receveur des contributions ne sont pas les seules victimes de des bêtes féroces. D'autres BONS RÉPUBLICAINS, dont vous ne pouvez pas dire les noms, ont été cruellement égorgés. Enfin, un grand nombre de malheureux qui défendaient le droit, la justice, la liberté, la RÉPUBLIQUE, ont été massacrés sous les ruines de l'hôtel de ville.....

" Donc je vous raconter que les chefs des émeutiers demandaient par les fenêtres de l'hôtel de ville, à la foule furieuse: "Comment voulez-vous que nous vous les livrions; morts ou vivants?" Donc je vous raconte? l'horrible mort du chef de la garde civile? Enfin la mort plus horrible encore d'un de mes plus intimes amis qu'ils ont pourchassé dans les rues comme un chien enragé, qu'ils ont torturé avec des raffinements de cruauté, et qu'ils ont enfin achevé de la façon la plus brutale?.....

Vengeance! des armes! des soldats! s'écrient les républicains de l'Assemblée de Madrid; mais comme pendant toute leur vie ils ont demandé la suppression de l'armée et de la police, au moment du danger, tout cela leur fait défaut.

Tous ces crimes sont du reste beaucoup moins horribles que ceux commis par les géants républicains de 1793 et, il n'appartient même pas de ce que nous avons vu pendant la Commune. Est-ce que l'assassinat des sergents de ville, des magistrats, des prêtres, de l'archevêque, a empêché la minorité républicaine de l'Assemblée de Versailles, de réclamer de le lendemain, dans la Chambre et dans la presse, l'amnistie pour les assassins. L'ambition, la vanité de ces républicains est telle qu'aucune leçon ne leur sert. Après la Commune, le *Siècle*, dont un rédacteur a été fusillé, réclame avec autant d'énergie qu'auparavant l'avènement en France des nouvelles couches sociales, et il travaille sans relâche à leur triomphe.

Les événements d'Espagne ne nous surprennent pas le moins du monde. Nous avons prédit cette série de crimes le jour où la République a été proclamée à Madrid. Il n'est pas plus difficile de prévoir aujourd'hui que les assassinats ne cesseront pas avant le jour où la République sera supprimée en Espagne. Il est certain encore que la même série de crimes et d'imbécillités se produiraît en France si le pouvoir tombait demain dans les mains des radicaux. Déjà on nous annonce l'avènement des nouvelles couches sociales.

Ce sont précisément ces nouvelles couches sociales, sous le gouvernement national des nullités républicaines, qui opèrent aujourd'hui en Espagne.

Après avoir raconté les épouvantables massacres commis à Alcoy par les *nouvelles couches* sapeyrales, le *Paris-Journal* ajoute:

" Les cheveux se dressent sur la tête à la pensée de cette scène de cannibales. Est-elle horrible! Eh bien, elle sort naturellement des nouvelles couches sociales. Elle est la reproduction forcée des horreurs de la Commune. Seulement, les nouvelles couches sociales n'avaient pu fermenter bien à point qu'à Paris, tandis qu'elles sont en pleine végétation sur tout le sol espagnol. Nous ne serions pas fâchés de savoir la pensée de M. Thiers à la vue des événements d'Alcoy. Nous ne pensons pas qu'il les désavoue plus qu'il n'a désavoué ceux de la Commune.

" Si nous ne nous trompons pas nous sommes fondés à dire que ces nouvelles couches sociales sont un ramassis de bandits dont les mains sont souillées de sang et de jetons. Comment en serait-il autrement? Depuis quand l'âne conduit-il le meunier? Depuis quand les déclassés de la bourgeoisie sont-ils la lie la plus honnête intelligente et régulière? Depuis quand les ouvriers paresseux n'imposent-ils aux ouvriers laborieux, mais que le monde soit renversé?"

Le conseil municipal de Paris sera prochainement consulté sur l'établissement de deux nouvelles taxes reconnues nécessaires, paraît-il, pour équilibrer les finances de la ville, et qui frapperont l'une et l'autre sur la propriété immobilière.

Le premier de ces deux taxes consiste dans le remboursement par les propriétaires des frais d'entretien du pavé des voies publiques bordant leurs immeubles. La seconde est fondée sur le même principe, et consiste dans le remboursement d'une partie des frais de l'éclairage public.

On évalue à 3 millions le produit de ces nouveaux impôts. Il y a à Paris environ 60,000 maisons. Les taxes projetées représentent donc une charge moyenne de 50 francs par maison.

Il faut ajouter que les droits seront établis par zones et proportionnels à la valeur des immeubles dans chaque quartier.

C'est ainsi qu'en la première décade, longtemps avant le remboursement des frais du tuilerie fait par la ville pour le compte des propriétaires.

La *Tribune* de New-York s'exprime ainsi sur l'affaire des Fermiers:

" Le grief des fermiers, exprimé sous sa forme la plus brève, est que les frais de transport exigés par les compagnies de chemins de fer sont tellement élevés qu'ils tuent leur industrie: qu'il y a un taux spécial pour les produits des manufactures et de toutes les autres industries, mais que les fermiers sont seuls favorisés d'un tarif accablant et contraints non seulement de payer pour le transport de leurs céréales, mais aussi d'acquitter le fret des marchandises expédiées par les fabricants et autres industriels. Au premier coup d'œil, pour qui n'est pas au courant de la situation, cela paraît souverainement déraisonnable et absurde. Mais cela ne l'est pas. Bien loin de là, ces faits ont une raison solide, et en voici l'explication. Entre les points extrêmes, les chemins de fer peuvent transporter le fret à un plus bas prix qu'en le prenant aux stations intermédiaires, pour la raison que le travail peut se faire plus rapidement, que les moyens de charger et de décharger sont plus complets et plus sûrs, qu'il y a moins de délais et par conséquent moins de frais; enfin on peut résumer la chose en disant qu'il y a la même différence entre les deux faires faites aux stations intermédiaires et les affaires faites entre les points extrêmes qu'entre le commerce de détail et le commerce de gros. La où il y a plus d'affaires, elles peuvent être faites au meilleur marché. Les fermiers ne sont pas aux points extrêmes des chemins de fer. La nature même du travail agricole s'oppose à ce qu'il y ait une grande agglomérations de population qui n'y livre sur un même point. Les fermiers sont nécessairement disséminés le long du chemin de fer; ils ne se trouvent jamais aux points extrêmes ou dans les grandes villes. Les manufactures ou les autres industries, en dehors de l'agriculture, tendent par leur nature aux agglomérations; elles font les grandes villes; elle contribuent en quelque sorte à la concentration des populations et repoussent le travail agricole vers les lieux moins habités.

" La ne s'arrête pas le désavantage pour les fermiers. Entre les grandes villes qui sont aux extrémités des chemins de fer il n'établit plusieurs lignes de communication et de transport, qui se font entre elles une concurrence directe ou indirecte. Cette concurrence a pour résultat non-seulement de réduire le prix du passage et du fret au chiffre le plus bas compatible avec une entreprise profitable, mais de l'abaisser encore au-dessous, c'est-à-dire de l'amener à un point qui ne permettrait pas aux compagnies de subsister si elles ne se dédommageaient pas au moyen du trafic intermédiaire. La population agricole ne profite pas d'une concurrence active ou du mouvement des grandes affaires..... Bien loin de là, les directeurs du chemin de fer tiennent le langage suivant: " Voilà nos affaires intermédiaires qui sont assurées. Nous pouvons y compter avec certitude, car elles n'ont aucun autre débouché; nous pouvons les soumettre aux prix qui nous conviennent et y trouver le moyen de soutenir notre entreprise. Par ce moyen nous pouvons faire la concurrence aux lignes rivales pour le trafic entre les grands centres, et si nous mettons notre tarif à un chiffre très bas, tout ce qu'il nous rapportera sera encore pour nous un profit net." Par ce raisonnement, comme on le voit, le fermier qui est toujours sur les points intermédiaires de la route, et ne se trouve jamais dans les lieux où il peut profiter de la concurrence, est perpétuellement broyé entre deux meules. Il voit passer devant sa porte des marchandises expédiées par les fabricants et déchargées sur les négociants de la grande ville, pour un prix minime qui ne peut donner aucun bénéfice à la compagnie du chemin de fer mais qui aide ses amis de la ville à s'enrichir, tandis que les produits de sa ferme sont taxés à un tel prix sur cette même route que plus il en livre au commerce, plus il travaille, plus il s'appauvrit."

Affaires Etrangères.

ENTRÉE DE DON CARLOS EN ESPAGNE.

Le roi Charles VII, après avoir communié, comme il convient à un roi légitime et catholique, est entré en Espagne par la vente..... de..... à dix heures du matin.

Le marquis de Valdespina, chef d'état-major de l'armée vasco-navarraise, Lizarraga, commandant général de Guipuzcoa, déjà guéri, attendaient Sa Majesté à la frontière avec 3,000 volontaires.

Le roi montant un magnifique cheval, portait avec le Kepi blanc, l'uniforme de capitaine-général et la Toison-d'Or.

Rien ne saurait donner une idée de l'enthousiasme des chefs, officiers et soldats, à la vue de Charles VII, dont on connaît la haute taille et la grande majesté.

Ces belles montagnes de la Navarre, gardiennes à travers les siècles de la foi chrétienne et du dévouement monarchique, ont retenti plusieurs minutes de frénétiques acclamations.

Au cri répété de: vive le roi! vive le roi! a succédé le son des cloches des églises de Zugarramurdi, Echalar, Lesaca, etc., etc., et des milliers de vieillards, de femmes et d'enfants (la jeunesse est en armes) se sont précipités sur le passage du roi. l'impétueux.

" *El salvador de España* (le sauveur de l'Espagne).

Zugarramurdi, qui a un millier d'habitants, est la première ville espagnole que l'on rencontre en sortant de France par Vera. Située aux pieds des monts Echelards, sur versant espagnol des Pyrénées, elle a eu l'honneur de recevoir:

En juillet 1835, le roi Charles V.

En juillet 1873, le roi Charles VII.

Le clergé est allé au-devant du petit-fils comme il était allé au-devant de l'aïeul. Après la messe, on a improvisé un vrai baise-main.

L'après-midi a été employée par le roi à visiter la forteresse carliste de Peña de la Plata, sa fabrique de poudre, ses casernes, enfin son village bâti en quelques jours.

Une centaine de prisonniers républicains étaient là. Sa Majesté s'est entretenue avec eux et les a subjugués par ses paroles bienveillantes: aussi un certain nombre ont demandé à défendre sa cause, les autres ont été mis en liberté sans condition et reconduits jusqu'à la frontière.

A son retour de Zugarramurdi, au milieu des Navarrais électrisés par sa présence, Sa Majesté a reçu la dépêche signée du général Elio sur la prise de l'enclave de la Seuna, ville assez importante près de Pampelune:

" Sire,

" Hier, à neuf heures et demie du soir, j'ai quitté Manero, et traversant le gué d'Arga, je me rapprochai de Peente de la Reina, et à minuit la ville était complétement cernée et je sommais son commandant de se rendre.

" Sur sa réponse que son devoir était de se défendre, je fis établir en trois heures une batterie avec les deux canons pris à Castalion et Navarro.

" *Notre feu a été si bien dirigé par des officiers d'artillerie nouvellement incorporés que sa garnison, forte d'un capitaine et cinquante carabiniers, se rendait à cinq heures du matin.*

Quelques soldats qui ont voulu entrer dans un bataillon: d'après les ordres de Sa Majesté j'ai renvoyé les autres sur parole."

Puente la Reina, Yrurzun, Lecumberri en Navarre, Isaga, Berga, Puycerda, Alghens en Catalogne, voilà les sept trouées par lesquels l'armée carliste salue l'entrée si désirée de son roi.

Cette entrée sera le signal d'un mouvement vigoureux et général de tous les éléments carlistes dans les provinces du centre et du midi. Lorsque le roi tire l'épée, aucun carliste ne peut rester inactif. Les Castillans, les Aragonais, les Asturiens, même les Andalous, tiendront à honneur, bien que les armes manquent encore, de seconder les efforts héroïques des Catalans, des Navarrais et des Basques.

Nous sommes à la veille de grandes opérations, nous voulons dire d'une marche décisive de l'armée du Nord sur la capitale démagogique de l'Espagne.

(*Gazette de France.*)

Voici, d'après la *Semaine de Bayonne*, la proclamation adressée par Charles II aux volontaires royalistes à son entrée en Espagne:

" Volontaires,

" Invoquant le Dieu des armées et écoutant la voix de l'Espagne à l'agonie, je me présente au milieu de vous, sûr de votre courage et de votre loyauté.

" Pauvres de ressources, mais riches de foi et d'héroïsme, vous avez su soutenir à grande hauteur une campagne invraisemblable, fabuleuse, et au milieu de privations et de fatigues inconnaites, vous ne demandiez qu'une chose: des armes!

" Mes efforts pour vous en procurer n'ont pas été tout à fait infructueux. Et ce que voir rempli, autant qu'il m'a été possible, je viens en remplir un beaucoup plus agréable à mon cœur: je viens combattre comme vous pour notre patrie, pour notre Dieu. Ce ne sera pas moi qui, arrêté par des considérations de convenance politique, assisterai les bras croisés à cette lutte réparatrice et héroïque.

" Je déplore l'aveuglement de l'armée qui nous combat, parce qu'elle vous méconnaît et qu'elle me méconnaît. Vous et moi nous la recevrions les bras ouverts, si, dans une heure de bon conseil, elle réfléchissait que le drapeau monarchique est depuis quinze siècles le drapeau des gloires et de l'honneur des armes espagnoles; si elle réfléchissait que le seul drapeau véritablement monarchique est le mien: le drapeau de la légitimité et du droit.

" Mais quiesqu'il n'en est pas ainsi, il nous faudra subjuguer par la force une révolution impie et ruineuse qui ne se soutient que par la violence.

" C'est avec une invincible émotion que je reçois l'hommage sincère de votre fidélité enthousiaste. C'est avec une indicible émotion que je foule ce noble sol vasco-navarrais, d'où j'adresse l'expression de ma gratitude à toutes les généreux défenseurs de la cause juste et les accents de ma voix amie à tous les Espagnols.

" L'Espagne nous demande à grands cris d'aller à son secours:

" Volontaires, en avant!

" L'Espagne dit qu'elle se meurt:

" Volontaires, à la sauver!

" CARLOS.

" Zugagamurdi, 16 juillet 1873."

Un certain nombre de journaux demandaient hier sur quel point de la frontière se trouve ainsi le villare de Zugarramurdi, où Miguel Charles VII a fait son entrée en Espagne. Zugarramurdi est dans la Navarre, à droite de la route qui va de Bayonne à Pampelune. Il se trouve au point même où cette route se divise en deux branches, dont l'une traverse les montagnes pour se diriger à l'est sur Maya et Elizondo; l'autre, suivant le revers occidental, va à San Estevane.

—Nous lisons dans le *Messager* de New-York:

Le gouvernement péruvien vient de faire intenter un procès à une maison de New-York, en raison de nombreuses plaintes d'une nature toute particulière. On sait que le gouvernement du Pérou a le monopole de l'exploitation du guano des îles Chinchas et Guanaes. Il exporte annuellement aux Etats-Unis de quoi à quatre cent mille tonnes environ. Les agents qui sont accusés de vendre un article falsifié qui discrédite le vrai guano. Pour faciliter la fraude, elle traches les mêmes vaisseaux venant du Pérou et les remplissent de l'engrais qu'elles préparent. Or, les sacs portent la marque de commerce dont le Pérou réclame la propriété. Le procès a donc pour objet d'intimider l'emploi des sacs et de leur marque aux fabricants d'engrais.

Depuis longtemps les agriculteurs se plaignent de la falsification du guano. Le *New-York Agricultural Society* a fait établir par une analyse chimique que l'engrais contrefait ne contient que 1/4 pour cent d'ammoniaque, tandis que le guano pur des Chinchas en contient quinze pour cent qu'il y a la même différence entre les deux. Le procès dont il est question a pour but de mettre un terme à ces plaintes que le gouvernement péruvien a saisi la justice de l'affaire.

On écrit de Desmoines (Iowa) en date du 26 juillet:

" On n'a pas besoin à poursuivre les bandits qui ont fait dérailler un train de chemin de fer pour s'emparer des fonds de l'express. Les Commanches ont effectué leur arrestation s'élèvent à trente mille dollars, ce qui explique l'ardeur de la poursuite. Aux dernières nouvelles, les malfaiteurs étaient arrivés au sud de la ligne de l'*Hannibal and St. Joseph Railroad*, pour continuer leur fuite vers le sud-ouest du Missouri. On a appris qu'ils font partie d'une bande de brigands qui jette la terreur dans toute cette portion de l'Etat. Ce sont ces hommes qui ont volé la banque de Saint-Genevièvre (Missouri), il y a peu de temps, et la banque de Russellville (Kentucky) il y a deux ans. Leur lieu de rendez-vous est le comté de Jackson (Missouri), et leurs fraquentes sorties ont lieu dans ce comté de cinq ou de Clay, Lafayette et Ray, où elles cultivent de petites fermes. Une fois arrivée dans leurs foyers, ils se conservent et entretiennent de parents et d'amis qui, sans être affiliés à la bande, protègeront néanmoins les voleurs.

" Un des vols les plus audacieux commis par la bande fut celui de la banque de Corydon, qu'ils dévalisèrent en plein jour, pendant un *mass-meeting*. Les voleurs s'avancèrent ensuite à cheval, le revolver à la main, jusqu'auprès de M. Dean, qui présidait le meeting, et ils lui apprirent ce qu'ils venaient de faire. Avant qu'on ait pu s'emparer d'eux, ils avaient mis leurs chevaux au galop, et ils furent bientôt à l'abri des poursuites."

Nous lisons dans la *France*:

L'*Union* n'a probablement pas corrigé ses épreuves hier. Dans un article littéraire, elle attribue à Bossuet le mot de Pascal sur Cromwell, et, dans sa correspondance politique de Vienne, elle prédit qu'il nous rapportera sera encore pour nous un profit net." Par ce raisonnement, comme on le voit, le fermier qui est toujours sur les points intermédiaires de la route, et ne se trouve jamais dans les lieux où il peut profiter de la concurrence, est perpétuellement broyé entre deux meules. Il voit passer devant sa porte des marchandises expédiées par les fabricants et déchargées sur les négociants de la grande ville, pour un prix minime qui ne peut donner aucun bénéfice à la compagnie du chemin de fer mais qui aide ses amis de la ville à s'enrichir, tandis que les produits de sa ferme sont taxés à un tel prix sur cette même route que plus il en livre au commerce, plus il travaille, plus il s'appauvrit."

DIVERS.

JARDIN DE MAGNOLIA.

La plus belle et la plus agréable place d'amusement d'été. Bon piano-orgue. Glace de Bastille, limonade, orgeat, etc.

LE SEMAINE GRAND CONCERT GRATIS ET BAL.

Bonne cuisine froide. Glace et de liqueurs de choix. Le bonne de la Bastille est à la porte du jardin. Alors le piano se trouve en vue. piano.

1juin—3m RICHARD HOMAWN.

Consulat de France
A LA NOUVELLE-ORLEANS.

Vient comme ont ALSACIENS-LORRAINS qui, par l'élargissement du lieu de leur naissance, sont dans l'impossibilité de se rendre en Chemin, prévient, d'une décision ministérielle du ministère de la guerre, que les Français de la France, qui seraient exonérés de leur service militaire, ne sont pas dans le cas de leur service, et, d'autre part, ils ne sont pas soumis à leur service, pour leurs parents, dans et ici